



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

Direction régionale
de l'environnement,
de l'aménagement
et du logement

Gravelines, le

10 DEC. 2014

Unité Territoriale
du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

Affaire suivie par :

Caroline TAIN

Tél : 03 28 23 81 55

Fax : 03 28 65 59 45

Caroline.tain@developpement-durable.gouv.fr

**RAPPORT D'INSTRUCTION DE
L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES
SUR DOSSIER
DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
AVEC PASSAGE EN CODERST**

OBJET : Rapport d'instruction avec passage en CODERST
Société S.A. DECOCK
Demande d'enregistrement pour l'exploitation d'un bâtiment de stockage de matières combustibles

N° S3IC : 070.02681

Assujettissement TGAP : oui

RÉFÉRENCE : Transmission de la Préfecture du Nord en date du 19/11/2014 reçue le 28/11/2014.

RÉCEPTION DU DOSSIER : Compléments réceptionnés en Préfecture du Nord le 11 août 2014

DEMANDEUR

- **Raison sociale** : **S.A. DECOCK**
- **Adresse du siège social** : 1 rue de la Cartonnerie
59122 HONDSCHOOTE
- **Adresse de l'établissement** : 1 rue de la Cartonnerie
59122 HONDSCHOOTE
- **Activité** : Teillage de lin
- **Contact dans l'entreprise** : M. Bertrand DECOCK – Directeur Général
- **Effectif** : 35 personnes

Sommaire du Rapport

Annexes

- 1.- Renseignements généraux
- 2.- Objet de la demande
- 3.- Installations classées et régime
- 4.- Consultation des conseils municipaux
- 5.- Observations du public
- 6.- Analyse de l'inspection des installations classées
- 7.- Conclusion et propositions

- 1.- Projet d'arrêté d'enregistrement
- 2.- Données cartographiques de l'établissement

1.- RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX :

1.1.- Présentation du demandeur

La société S.A DECOCK exploite une usine de teillage de lin autorisée par arrêté préfectoral en date du 18/02/2002. Le site existe depuis 1930.

Elle est soumise à Autorisation pour les rubriques 2311 et 2310 et à Déclaration pour les rubriques 2260 et 1510. L'arrêté préfectoral du 18/02/2002 autorise le stockage de matières combustibles dans 2 bâtiments : Paille et Filasse (volume total : 28 490 m³).

1.2.- Historique du site

En 2011, elle a déposé un dossier de demande de modification des conditions d'exploitation pour modifier l'affectation de 2 bâtiments de production (Carderie et Peignage).

Ces bâtiments sont désormais affectés au stockage et relève également de la rubrique 1510 (volume total : 12 015 m³).

Le site est donc actuellement soumis à déclaration au titre de la rubrique 1510.

Détail des bâtiments de stockage existants:

Dénomination du bâtiment	Volume intérieur du bâtiment
Bâtiment Paille	15 470 m ³
Bâtiment Filasse	7 555 m ³
Bâtiment Carderie	5 000 m ³
Bâtiment Peignage	7 015 m ³
TOTAL	35 040 m³

2.- OBJET DE LA DEMANDE

2.1.- Le projet

Le projet de l'exploitant consiste en la création d'un 5ème bâtiment de stockage d'un volume de 16 560 m³

Le site sera alors soumis à enregistrement au titre de la rubrique 1510.

2.2.- Le site d'implantation

L'établissement se situe dans le département du Nord sur la commune de Hondschoote.

Le secteur dans lequel se trouve l'établissement est classé en zone 1NAb2 au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Hondschoote, zonage à vocation d'implantations industrielles du secteur « Pont aux cerfs ».

2.3.- Usage futur proposé

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-4 du code de l'environnement, s'agissant d'un site existant, il n'y a pas lieu de proposer un type d'usage futur.

3.- INSTALLATIONS CLASSÉES ET RÉGIME

Les installations projetées relèvent du régime de l'enregistrement prévu à l'article L. 512-7 du code de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Désignation ICPE	Seuils de Classement	Activité exercée	Régime
1510-2	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public.	Le volume des entrepôts étant : 1- Supérieur ou égal à 300 000 m ³ (A) 2 - Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 300 000 m ³ (E) 3 - Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³ (D C)	4 Entrepôts existants : 35 040 m ³ Entrepôt projeté : 16 560 m ³ Total : 51 600 m³	E

Régime : E (enregistrement), DC (déclaration avec contrôle périodique), D (déclaration), NC (non classé).

4.- CONSULTATION DES CONSEILS MUNICIPAUX

Les conseils municipaux des communes comprises dans un rayon d'un kilomètre, à savoir :

- Hondschoote,
- les Moëres

ont été consultés conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-11.

Le conseil municipal de Hondschoote n'a pas fait connaître son avis dans le délai imparti fixé conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-11.

Le conseil municipal de Les Moeres a émis un avis favorable par délibération du 08/10/2014.

5.- OBSERVATIONS DU PUBLIC

La demande a été portée à la connaissance du public du 15 septembre au 15 octobre 2014.

Les avis au public par voie de presse ont été publiés dans « La Voix du Nord » (25/08) et dans « L'indicateur des Flandres d'Hazebrouck » (27/08).

La demande a été mise en ligne sur le site internet de la Préfecture du Nord.

Aucune observation n'a été portée au registre ou transmise par courriel.

6. – ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

6.1.- Justification de l'absence de basculement

Au vu des éléments de la recevabilité ainsi que du déroulement de la procédure, le projet déposé par la société DECOCK SA ne nécessite pas le basculement vers une procédure d'autorisation.

6.2.- Compatibilité avec la procédure d'enregistrement

6.2.1.- Examen de la conformité du projet avec l'arrêté de prescriptions générales

L'exploitant a justifié que son projet respecte l'arrêté ministériel :

- du 15/04/2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement pour le nouveau bâtiment au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature à l'exception de l'article 2.4.1. pour lequel il a sollicité un aménagement concernant la surface des ilots de stockage.

Les aménagements sollicités par l'exploitant nécessitent de recueillir préalablement l'avis du SDIS puis du CODERST conformément à l'article R. 512-46-17.

6.2.2.- Compatibilité avec l'affectation des sols

Le pétitionnaire a produit un extrait du règlement du Plan Local d'Urbanisme concernant la zone de l'installation. Le projet est compatible avec les activités autorisées sur le terrain considéré.

6.2.3.- Compatibilité avec certains plans et programmes

Le projet ne relève d'aucun plan ou programme particulier.

6.2.4.- Analyse des avis et observations émis lors de la consultation

Aucun avis défavorable.

6.3.- Aménagements sollicités par l'exploitant

L'exploitant a sollicité un aménagement concernant la surface des ilots de stockage (article 2.4.1 de l'arrêté ministériel du 15/04/2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement).

Ces aménagements ne justifient pas au regard des articles L. 512-7-2 le basculement en procédure d'autorisation.

6.4.- Proposition de prescriptions complémentaires de l'inspection des installations classées

L'avis du SDIS a été sollicité.

Avis du SDIS (03/11/2014) :

« [...] »

Accessibilité :

Le site dispose actuellement d'un accès. Avec ce projet de construction, il y en aura deux.

Au moins un de ces accès doit pouvoir être ouvert sur demande immédiate des sapeurs-pompiers ou par l'intermédiaire d'un des outils de la polycoise en usage au sein du SDIS du Nord.

La nouvelle voie engins permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de ce bâtiment devra avoir une largeur utile d'au moins 6 m et la voie échelle devra respecter les caractéristiques mentionnées dans l'arrêté du 15 avril 2010. Chaque issue de secours devra être desservie par un chemin stabilisé d'au moins 1,80 m de large.

Défense incendie :

Le calcul du besoin en eau sur ce site est estimé à 360 m³ sur deux heures et celui du bâtiment projeté à 300 m³ car le bâtiment sera SF 2h et une des façades sera CF 2 h avec mur séparatif dépassant d'au moins 1 mètre la couverture du bâtiment afin d'anticiper sur une éventuelle extension.

Le poteau d'incendie privé (n°1) a un débit mesuré de 38 m³/h sous 1 bar de pression résiduelle. Sur le site, il existe trois points d'aspiration pérennes et opérationnels (canal de la basse Colme).

L'arrêté du 15 avril 2010 relatif aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement (rubrique 1510) précise en son article 2.2.10 que le réseau public ou privé doit fournir un débit minimum de 120 m³/h durant deux heures sous une pression dynamique de 1 bar sans dépasser 8 bars. Le complément si nécessaire étant apporté par une ou plusieurs réserves propre au site. L'accès extérieur de chaque cellule doit être à moins de 100 m d'un appareil d'incendie.

Étant entendu que le réseau d'eau public ne peut fournir ce débit horaire et les 160 m séparant le point d'aspiration le plus proche et l'accès le plus court à la cellule projetée, il est demandé à l'exploitant de réaliser un point d'eau artificiel de 240 m³ équipé de deux prises de refoulement de 100 mm couplée à une aire d'aspiration parallèle conforme à l'instruction technique du SDIS du Nord.

Caractéristiques des stockages :

Le SDIS du Nord émet un avis favorable à la proposition du pétitionnaire qui prévoit dans ce bâtiment deux îlots de stockage sur 7,20 m de haut, 880 m² et 650 m², séparés par une allée de 4 m de large reliant les deux entrées du bâtiment au lieu de deux îlots de 500 m² séparés par une allée de 2 m de large.

Les flux thermiques ne sortent pas des limites de clôture du site.

Un système de détection automatique incendie équipera ce bâtiment.

Compte tenu des éléments précités, et sous réserve de leurs réalisations, j'émet un avis favorable à la demande d'enregistrement de cet établissement. »

Les observations du SDIS ont été intégrées dans le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires joint au présent rapport.

Le projet d'arrêté reprend également l'ensemble des prescriptions applicables aux différents bâtiments de stockage à savoir :

Dispositions applicables aux Bâtiment Paille et Bâtiment Filasse

- Les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18/02/2002 s'appliquent.
- Les dispositions de l'arrêté ministériel du 23/12/2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'appliquent dans les limites de l'annexe II de cet arrêté (installations existantes au titre de la 1510).

Dispositions applicables aux Bâtiment Carderie et Bâtiment Peignage

- Les dispositions de l'arrêté ministériel du 23/12/2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'appliquent dans leur totalité (installations nouvelles au titre de la 1510).

Dispositions applicables au Bâtiment nouveau

- Les dispositions de l'arrêté ministériel du 15/04/2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, s'appliquent à l'exception des dispositions de son article 2.4.1 remplacées par les dispositions de l'article 1.4.2 du projet d'arrêté joint.

7. – CONCLUSION ET PROPOSITIONS

La société DECOCK SA a déposé une demande d'enregistrement pour l'exploitation d'un entrepôt de stockage de lin d'une surface de 1 800 m² pour son site de Hondschoote.

La demande a été instruite conformément aux dispositions des articles R. 512-46-8 à R. 512-46-17 du code de l'environnement.

L'instruction a permis de déterminer que le projet répond à la réglementation applicable.

Cependant, le contexte nécessite l'adaptation des prescriptions applicables, à savoir l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 15 avril 2010 et plus particulièrement son article 2.4.1. L'avis du SDIS consulté sur ce point est favorable avec prescriptions. Ces prescriptions ont été intégrées au projet d'arrêté complémentaire joint au présent rapport.

Le projet d'arrêté préfectoral joint permet également de clarifier la réglementation applicable au niveau de chacun des bâtiments dédiés au stockage (existants et projet)

Les aménagement sollicités par l'exploitant nécessitent de recueillir préalablement l'avis du CODERST conformément à l'article R. 512-46-17.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Nord d'informer le demandeur du projet d'arrêté complémentaire en lui adressant une copie dudit projet et du présent rapport conformément à l'article R. 512-46-17 (le demandeur peut présenter ses observations dans un délai de 15 jours) et de saisir le CODERST.

S'agissant d'un site soumis à autorisation, le projet d'arrêté complémentaire est pris en application de l'article R. 512-33 dans les formes prévues à l'article R. 512-31.

L'Inspecteur de l'Environnement
Spécialité Installations Classées



Caroline TAIN

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet de la région Nord – Pas-de-Calais, Préfet du département du Nord – DIPP - BICPE

Gravelines, le 10 DEC. 2014

P/ La Directrice par intérim et par délégation,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Littoral



David LEFRANC

ANNEXE 1 : PROJET**Arrêté préfectoral complémentaire - demande présentée par la société SA DECOCK relative à l'exploitation d'un bâtiment de stockage de matières combustibles**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 18/02/2002 ayant autorisé la société DECOCK SA à exploiter une usine de teillage de lin ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales (art L. 512-7) du 15/04/2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la déclaration de la société Decock SA en date du 21/10/2011 portant à la connaissance du préfet la modification de l'affectation des bâtiments Carderie et Peignage (désormais affectés au stockage),

Vu la demande présentée le 11/02/14 et complétée le 14/04/14 et le 11/08/14 par la société DECOCK SA dont le siège social est situé 1 rue de la Cartonnerie à HONDSCHOOTE (59122) en vue d'obtenir l'enregistrement d'un bâtiment de stockage de matières combustibles à Hondschoote ;

Vu le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 août 2014 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

Vu l'absence d'observation du public recueillie entre le 15 septembre 2014 et le 15 octobre 2014 inclus ;

Vu le rapport dude l'inspection des installations classées ;

Considérant que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales de l'arrêté de prescriptions générales susvisé et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

considérant la demande de dérogation concernant l'article 2.4.1 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 15/04/2010 susvisé et l'avis favorable du SDIS en date du 03/11/14;

Après communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur sa demande d'enregistrement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord ;

ARRÊTE

TITRE 1 : PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 : BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

ARTICLE 1.1.1 : EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION

La société DECOCK SA dont le siège social est situé 1 rue de la Cartonnerie à Hondschoote (59122) est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Hondschoote, à la même adresse, des entrepôts de stockage de lin sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté. Cet arrêté complète les prescriptions de l'arrêté d'autorisation du site en date du 18/02/2002.

Ces entrepôts sont localisés sur le territoire de la commune de Hondschoote. Ils sont détaillés au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de deux années consécutives.

CHAPITRE 1.2 : NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1 : LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

En ce qui concerne la rubrique 1510-2, le tableau suivant se substitue au tableau figurant au 1.1 de l'arrêté préfectoral du 18/02/2002.

Rubrique	Désignation ICPE	Seuils de classement	Activité exercée	Régime
1510-2	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public.	Le volume des entrepôts étant : 1- Supérieur ou égal à 300 000 m ³ ; (A) 2- Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 300 000 m ³ ; (E) 3- Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³ (D C)	4 Entrepôts existants : – bâtiment Paille : 15 470 m ³ – Bâtiment Filasse : 7 555 m ³ – Bâtiment Carderie : 5 000 m ³ – Bâtiment Peignage : 7 015 m ³ 1 Entrepôt nouveau : 16 560 m ³ Total : 51 600 m ³	E

Régime : E (Enregistrement)

ARTICLE 1.2.2 : SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

Les installations enregistrées sont situées sur la commune de Hondschoote, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles
Hondschoote	Parcelles cadastrales d'implantation du bâtiment entrepôt nouveau : section 1ANb2 : n°1172 et 1223

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.3 : CONFORMITE AU DOSSIER DE D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 1.3.1 : CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT POUR LE BÂTIMENT NOUVEAU

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés par l'exploitant, accompagnant sa demande du 10 février 2014, complétée les 14 avril 2014 et 11 août 2014.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables sauf dispositions contraires indiquées dans le présent arrêté.

CHAPITRE 1.4 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

ARTICLE 1.4.1 : ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Dispositions applicables aux Bâtiment Paille et Bâtiment Filasse

- Les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18/02/2002 s'appliquent.
- Les dispositions de l'arrêté ministériel du 23/12/2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'appliquent dans les limites de l'annexe II de cet arrêté (installations existantes au titre de la 1510).

Dispositions applicables aux Bâtiment Carderie et Bâtiment Peignage

- Les dispositions de l'arrêté ministériel du 23/12/2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'appliquent dans leur totalité (installations nouvelles au titre de la 1510).

Dispositions applicables au Bâtiment nouveau

- Les dispositions de l'arrêté ministériel du 15/04/2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, s'appliquent à l'exception des dispositions de son article 2.4.1 remplacées par les dispositions de l'article 1.4.2 du présent arrêté.

ARTICLE 1.4.2 : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AU STOCKAGE DANS LE BÂTIMENT NOUVEAU - CARACTÉRISTIQUES GÉOMÉTRIQUES DES STOCKAGES

Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage et d'éclairage ; cette distance respecte la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe.

Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure.

Le stockage des matières dangereuses au sens du règlement (CE) n° 1272/2008 est interdit.

Les matières stockées en masse (sac, palette, etc) forment des îlots limités de la façon suivante :

- deux îlots de stockage de surface maximale : 880 m² et 650 m² ;
- hauteur maximale de stockage : 7,2 mètres ;
- distance entre deux îlots : une allée de 4 mètres de large reliant les deux entrées du bâtiment.

Les matières stockées en rayonnage ou en paletier respectent les deux dispositions suivantes sauf si un système d'extinction automatique est présent :

- hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;

- distance entre deux rayonnages ou deux paletiers : 2 mètres minimum.

La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (portes coupe-feu) n'est pas gênée par des obstacles.

CHAPITRE 1.5 : MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE COMPLÉMENTAIRE

En complément des moyens de lutte contre l'incendie prévus par l'arrêté préfectoral du 18/02/2002, l'exploitant réalise un point d'eau artificiel de 240 m³ équipé de deux prises de refoulement de 100 mm couplées à une aire d'aspiration parallèle conforme à l'instruction technique du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Nord.

Au moins un des 2 accès du site doit pouvoir être ouvert sur demande immédiate des sapeurs pompiers ou par l'intermédiaire d'un des outils de la polycoise en usage au sein du SDIS du Nord.

TITRE 2 : MODALITES D'EXECUTION, VOIES DE RECOURS

ARTICLE 2.1.1 : FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 2.1.2 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Lille,
- le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification dudit arrêté, pour le demandeur ou l'exploitant et de un an pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, ce délai continue à courir jusqu'à expiration de six mois après cette mise en service.

ARTICLE 2.1.3 : PUBLICITÉ

Une copie du présent arrêté sera déposée en la mairie de HONDSCHOOOTE et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'enregistrement est soumis, est affiché en mairie de HONDSCHOOOTE pendant une durée minimale d'un mois. Procès verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de cette commune.

Ce même extrait d'arrêté sera affiché en permanence dans l'installation par l'exploitant.

Un avis faisant connaître que l'enregistrement a été accordé sera inséré, aux frais de la société DECOCK SA, dans deux journaux diffusés sur l'ensemble du département du Nord.

Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

ARTICLE 2.1.4 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Nord, le Sous-Préfet de DUNKERQUE, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, le Maire de Hondschoote, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

DECOCK S.A.

1 rue de la Cartonnerie
59122 HONDSCHOOTTE

CONSTRUCTION D'UN BATIMENT DE STOCKAGE

PLAN DE MASSE PROJETE

13-102 - DREAL03



Voie engin résistante à une portance calculée pour un véhicule de 320kN avec un maximum de 130kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6m au minimum

Voie échelle résistante à une portance calculée pour un véhicule de 320kN avec un maximum de 130kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6m au minimum et résistante au poinçonnement minimale de 88N/cm²

